



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité Départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Epinal, le 17/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNIVERSITE DE LORRAINE**

34 Cours Léopold  
CS 25 233  
54052 Nancy

Références : S-24-566RP  
Code AIOT : 0006209622

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement UNIVERSITE DE LORRAINE implanté 27, Rue Philippe Séguin BP 1041 88051 Épinal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre des visites pluriannuelles de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNIVERSITE DE LORRAINE
- 27, Rue Philippe Séguin BP 1041 88051 Épinal
- Code AIOT : 0006209622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Université de Lorraine est autorisée à exploiter sur son site implanté 27 rue Philippe Séguin à Epinal une installation de gazéification.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2663/2014 du 15 décembre 2014 .

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Sécurité/sûreté
- Gestion des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :\*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...	Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 71.3	Sans objet
2	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 51.2	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 73.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositifs de sécurité du local de gazéification	Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 8.1.10	Sans objet
5	Nature des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 1.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite n'ont pas révélé de non-conformité.

La suppression de la chaudière "amphithéâtre" n'a pas d'incidence sur la régularité des installations autorisées.

Le site est soumis à autorisation et les installations de combustion restent soumises à déclaration.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers une installation d'élimination.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les conditions d'entreposage des déchets présents lors de la visite sont réalisées dans des conditions satisfaisantes.</p> <p>La quantité de déchets présents n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'aire d'entreposage des déchets préparés sous forme de Combustibles Solides de Récupération « CSR » a été recouverte afin de prévenir toute pollution liée au lessivage des sols par des eaux météoriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Les boues et les déchets liquides provenant de l'épuration du syngaz, sont traités par un prestataire extérieur ou réutilisés en interne. Les fines et les cendres issues des filtres de l'unité de gazéification, seront valorisées ou traitées en centre d'enfouissement technique.
<b>Constats :</b> La séparation des déchets (dangereux ou non) est réalisée sur le site. L'inspection a consulté les derniers bordereaux de suivi de déchets dangereux (Récépissé Trackdéchets) se rapportant : <ul style="list-style-type: none"><li>- aux boues et aux déchets liquides provenant de l'épuration du syngaz,</li><li>- opération en date du 11 janvier 2024</li><li>- code déchet: 16 10 01*</li><li>- quantité : 4,696 tonnes</li><li>- aux fines et aux cendres issues des filtres de l'unité de gazéification,</li><li>- opération en date du 24 janvier 2024</li><li>- code déchet: 16 01 18*</li><li>- quantité : 0,04 tonnes</li></ul> Les filières d'élimination sont autorisées et adaptées aux types de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risque technologique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 10 juillet 2023. Cette vérification n'a fait l'objet d'aucune observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Dispositifs de sécurité du local de gazéification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 8.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risque technologique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce local est équipé d'une série de 3 détecteurs (H2, CO et CH4) au plus près de l'unité de gazéification et une autre série de 3 détecteurs sous la toiture et tenant compte de l'aéraulique de la salle (selon la densité des gaz émis). Un étalonnage des détecteurs doit être réalisé avant la mise en service et renouvelé chaque année.  Une centrale d'alarme commande :  - au premier seuil, à 20 % de la LIE, une alarme sonore et visuelle, réclamant l'évacuation du bâtiment  ;- au second seuil, à 50 % de la LIE, la coupure automatique générale des installations (à l'exception de la tourelle d'extraction ATEX).  Les détecteurs de CO doivent détecter le risque toxique et le risque d'explosion.  Le risque toxique déclenche l'alarme d'évacuation pour un seuil de toxicité égal à 50 ppm.  Le risque explosion à 50 % de LIE conduit à la mise en sécurité de l'installation (2ème seuil).  L'arrêt d'urgence de la gazéification conduit à un inertage à l'azote du process.  Le gazéificateur est pourvu de deux soupapes de surpression le long de la ligne de transport du gaz qui sont reliées ensemble vers un événement commun.  Ces soupapes sont tarées à 350 mbar.
<b>Constats :</b>  Les dispositifs de sécurité du local gazéification sont conformes et leur étalonnage est réalisé avant chaque période d'essai. Environ dix périodes d'essais sont réalisés chaque année.  Le jour de la visite, l'unité de gazéification était en préparation afin de réaliser une période d'essai.  Environ 3 semaines sont nécessaires à la préparation de l'unité de gazéification avant de réaliser une période d'essai.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Nature des installations de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risque technologique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de combustion rangée sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées sont constituées: <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 chaudières gaz (750 kW et 250 kW) ;</li><li>• 1 chaudière copeaux (110kW) ;</li><li>• chaufferie gaz amphithéâtre (960 kW) ;</li><li>• 2 installations de combustion dans le bâtiment gazéification (45 kW et 30 kW).</li></ul> Puissance totale: 2,145MW
<b>Constats :</b> La nature des installations de combustion ont fait l'objet d'un porté à connaissance le 9 mai 2017. Suite à l'extension du réseau de chaleur du site Philippe Seguin, les installations de combustion gaz de la chaufferie nord sous l'amphithéâtre ont été évacuées (puissance chaudière: 960 kW). Cette situation a pu être constatée lors de la visite. L'activité rangée sous la rubrique "2910: combustion" reste soumise à déclaration. La puissance totale des installations de combustion passe de 2,145MW à 1,185MW Les dispositions des articles 7.3.4 à 7.3.6 relatives à la chaudière "amphithéâtre" ne sont plus applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite